DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE - DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DU 23 NOVEMBRE 1958

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste

NOUS N'AVONS PAS SU,

en 1946, convaincre une majorité de refuser la Constitution alors proposée. La IVe République est née portant en elle les germes de sa proche destruction.

Douze années se sont écoulées durant lesquelles l'opinion anesthésiée, les occasions ont été gaspillées, nous avons glissé vers un destin douloureux.

Les institutions d'alors, organisées de manière à paralyser les initiatives, nos représentants, peu à peu, se sont complus à des jeux stériles. Les intrigues de personnes ont pris le pas sur les affaires de l'Etat, le Parlement s'est coupé de la Nation.

Un système électoral, tendant à priver l'électeur de toute possibilité de choix, s'est institué. Tout cela devait mal finir.

UN COURT REPIT NOUS EST LAISSE...

Allons-nous en profiter pour nous redresser. Un scrutin honnête nous donne la parole. Dirons-nous que nous désirons voir se reconstituer l'autorité pleine et entière, nécessaire à ceux qui sont investis de la confiance populaire.

C'est le sens qu'il convient de donner à cette consultation.

L'EFFONDREMENT D'UN REGIME INADAPTE,

notre chance de n'avoir pas alors sombré dans l'anarchie nous laissent la possibilité de nous ressaisir. La situation dans laquelle nous nous trouvons est difficile, elle nous préoccupe tous, elle est certainement dangereuse.

Accordez-nous votre confiance aujourd'hui. Comme en 1946, nous avons conscience de proposer les solutions convenables

JE VOUS PROPOSE UN CONTRAT...

Dans le cadre du régime démocratique adapté aux nécessités d'un Etat moderne, garantissant aux citoyens l'exercice des libertés dont un peuple évolué ne saurait être privé.

Vous me donnerez votre confiance si,

me jugeant capable de susciter des initiatives, de grouper les bonnes volontés pour favoriser l'expansion de notre arrondissement, vous êtes d'accord sur :

EN ALGERIE

— la nécessité de poursuivre avec énergie la recherche des moyens politiques capables d'approcher très rapidement d'une solution négociée en Algérie. Alors, les sacrifices consentis ne l'auront pas été en vain ;

— la nécessité de mener fermement, mais avec vigilance, les négociations aux termes desquelles, DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION, nous allons convenir, avec les peuples coloniaux, de rapports établis sur des bases nouvelles ;

— la nécessité enfin de donner à notre Economie menacée un cadre dans lequel L'INITIATIVE NE SOIT PLUS PENALISEE, mais au contraire suscitée et soutenue. Les premières difficultés provoquées par la mise en application du traité du Marché commun, dépassées, nos structures réadaptées, nous pourrons MAINTENIR ET AMELIORER LE NIVEAU DE VIE DE TOUS LES FRANÇAIS. C'EST LE BUT DE L'ECONOMIE QUE DE SERVIR AU BIEN-ETRE DE TOUS.

C'est cette confiance que je sollicite en vous donnant l'assurance que je ne désire en être investi que pour m'efforcer de servir la Patrie.

QUEL QUE SOIT VOTRE CHOIX,

manifestez votre volonté. Les peuples qui s'en remettent à d'autres du soin de décider pour eux subissent toujours de pénibles épreuves.

Saisissons l'occasion qui nous est offerte dans la Liberté pour unir nos efforts, pour vivifier la République et pour franchir ensemble le moment difficile qui nous attend.

Bientôt, nous remettrons à la vigoureuse jeunesse qui monte un patrimoine conservé.

Alors sera possible de reconstruire la puissance et la grandeur de la Patrie. Il nous faut tenir jusque là.

VOTEZ LE 23 NOVEMBRE !

Votez pour qui vous semble le plus digne, mais manifestez votre volonté de voir s'instaurer une autorité ferme, légitime, nécessaire.

Votre choix en ce moment dangereux est décisif, chaque électeur détient une part de responsabilité. Qu'il en soit convaincu et qu'il agisse alors en accord avec sa conscience, en toute liberté.

Jean BOUÉ

Conseiller Général

Maire de Tonneins

IMPRIMERIE CANLER - MARMANDE (11/1958)